

les cultivateurs sont prospères, parce que je sais par mon expérience, et par celle de mes voisins, que tel n'est pas le cas. Les raisons qui ont amené cet état précaire des cultivateurs, sont peut-être difficiles à dire, mais nous savons tous parfaitement qu'une des raisons principales est que la terre ne produit pas aujourd'hui aussi abondamment qu'autrefois.

Une autre raison : c'est qu'il nous faut aujourd'hui faire la concurrence à tous les marchés du monde, et cette concurrence a beaucoup réduit nos prix. Voilà, dans mon opinion, les deux principales raisons qui ont amené cet état précaire où se trouvent aujourd'hui les cultivateurs du pays.

Tous ceux qui se sont occupés de culture sur des terres nouvelles, savent que le meilleur rendement qu'ils peuvent obtenir en défrichant le sol, est en cultivant les grains pour l'exportation. En général, les cultivateurs sont conservateurs, et il est très difficile de les faire changer de routine. Il y a si longtemps que nos cultivateurs suivent le mode actuel au détriment d'un grand nombre d'entre eux, je suis obligé de dire qu'ils peuvent difficilement l'abandonner pour se livrer à des expériences nouvelles. J'aimerais beaucoup pouvoir dire que les cultivateurs sont prospères, mais je ne le puis pas. Je suis obligé de déclarer le contraire. Ce n'est pas que je veuille décrier le pays, car je sais qu'il existe un vieux proverbe écossais qui dit : "C'est un sale oiseau qui salit son nid."

Les cultivateurs de mon comté se sont livrés à la culture des grains, et depuis trois ans, la récolte a manqué en partie avec des pertes plus fortes chaque année, et l'année dernière a été la plus mauvaise année. Ils ont travaillé dans l'espérance que l'année suivante serait meilleure, ils ont travaillé fort, ils ont économisé beaucoup, et ils ont cultivé une plus grande quantité de terrain, ce qui a nécessité plus de dépenses et de travail, mais, cependant, l'année a été plus mauvaise que jamais. Ces gens se trouvent maintenant dans une bien pénible condition. Nous pouvons aller leur dire : "Messieurs, il faut que vous changiez le mode de culture que vous avez suivi jusqu'à présent, car ce n'est pas ainsi que vous sortirez de vos difficultés croissantes. Il faut que vous abandonniez la culture du grain pour l'exportation. Vous devez garder sur le sol pour l'engraisser tout ce que vous récoltez, et, pour cela, il faut que vous ayez des animaux de race améliorée."

Tous les cultivateurs savent qu'un homme qui se livre à la culture des grains, néglige généralement d'améliorer ses troupeaux, et c'est ce qui arrive chez la majorité de nos cultivateurs. Il nous faut dire à ces gens que, s'ils veulent avoir des animaux de race améliorée, ils doivent avoir un certain capital; mais il y en a bien peu parmi ces pauvres gens, qui luttent contre la misère depuis des années, qui peuvent se procurer du capital.

Il faut bien nous rappeler aussi que nos marchés pour les animaux ont beaucoup baissé, et que lorsque nous allons au marché, il nous faut y aller avec nos plus beaux articles, car, autrement, nous ne pouvons faire de vente. Je n'ai pas de doute qu'un grand nombre de ces pauvres cultivateurs devront s'en aller en ruine. En faisant de la place pour d'autres qui auront peut-être plus de capital, il pourrait se faire un changement dans ce sens. Cependant, nous devons faire tout en notre pouvoir pour aider les cultivateurs qui se trouvent actuellement dans des circonstances difficiles.

La grande difficulté pour nous est de produire à bon marché, et c'est le seul remède à nos maux. J'ai entendu un honorable ministre déclarer en cette chambre que les cultivateurs n'avaient pas fait valoir leurs griefs auprès du gouvernement. Nous ne pensons pas qu'il soit utile d'envoyer de grandes députations auprès du gouvernement, car nous savons qu'il ne peut rendre nos terres plus fertiles. Je puis cependant assurer l'honorable ministre que si les choses continuent ainsi, et s'il veut avoir des députations de cultivateurs, il en aura tant qu'il voudra.

Nous demandons ici une bien petite concession dans l'intérêt des cultivateurs, et pourquoi le gouvernement ne l'accorde-t-il pas de bon cœur? Nous avons demandé la même chose l'année dernière, et j'ai cru comprendre, par ce que l'honorable ministre a alors répondu, qu'à moins de grandes difficultés à surmonter, ces articles seraient admis en franchise pour les cultivateurs. Je ne sais pas pourquoi ça n'a pas été fait. Lorsque nous demandons quelque chose de cette nature, généralement, on se met à crier en chambre que nous nous attaquons à la politique nationale, mais je ne pense pas du tout que cela puisse s'appliquer au cas actuel.

Les grains de semence que nous demandons d'admettre en franchise, ne viennent pas en concurrence avec notre blé, et si nous avions le privilège de les importer en franchise, je ne crois pas qu'il soit bien probable qu'on les emploie à la nourriture, parce que l'année dernière—je ne puis rien dire pour cette année—nos menus grains servant à l'engrais étaient moins chers que le maïs l'aurait été. Il ne peut donc y avoir aucune difficulté sous ce rapport.

Je demanderai ceci : s'il est difficile d'abolir les droits sur le maïs de semence, que le gouvernement les abolisse pendant un ou deux mois, le printemps, afin que les cultivateurs puissent acheter leur semence, qu'il les laisse ensuite subsister pour le reste de l'année. On nous dit que c'est une affaire de peu d'importance. Comme l'a dit l'honorable député de Middlesex-sud (M. Armstrong) toutes nos misères proviennent d'affaires de peu d'importance; mais puisqu'il s'agit ici d'une affaire de peu d'importance pour les cultivateurs, ce doit être également la même chose pour le revenu. Puisqu'un grand nombre de matériaux bruts sont importés en franchise pour d'autres industries, je ne vois pas pourquoi on ne peut pas accorder ce petit privilège aux cultivateurs.

Il n'y a pas aujourd'hui dans le pays une classe de la société qui ait autant de protection que les cultivateurs, et quoique ce soit une bien petite affaire de leur laisser importer en franchise leur maïs de semence, ce serait un encouragement pour eux, car la production coûterait moins cher, et ils pourraient récolter sur un seul acre de terre ce qu'ils récoltent aujourd'hui sur deux. J'espère donc que le gouvernement trouvera moyen de faire cette concession aux cultivateurs du pays.

M. BOWELL: Je n'étais pas présent en chambre lorsque l'honorable député de Huron-Sud (M. McMillan) a présenté sa résolution, mais je comprends qu'il a fait certaines remarques au sujet de ce que le ministre des finances et moi avons dit, lorsque cette question est venue devant le parlement, l'année dernière. Il a parfaitement raison de dire que j'ai promis à l'honorable député de Prince-Edouard (M. Platt) que non-seulement le